

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire,
Vu le Code Pénal et notamment l'article R610-5,
Vu le Code de la route,
Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 - Huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
Vu l'article L 511 - 1 du code de la sécurité intérieure,
Vu la demande de l'Entreprise Austral Télécom Services du vingt-quatre février deux mille vingt-deux,
Vu l'avis N° 83/2022 du premier mars deux mille vingt-deux de la police municipale,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux de raccordement de la fibre optique, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRÊTE

Art. 1. - La circulation se fait par alternat manuel au droit du chantier sur les voies suivantes :

- CD20 rue Leconte De Lisle, portion comprise entre la rue Cimendef et le Lot. Mangoustan
- Rue Général de Gaulle, portion comprise entre le CD20 et la rue Léo Ferré
- Rue Abraham Lincoln, sur toute sa longueur
- Rue Jean XXIII, portion comprise entre la rue Jacob de Cordemoy et le N° 316-318
- Cité Éperon, sur toute sa longueur
- Rue Cartouche, sur toute sa longueur
- Cité Pont Neuf, sur toute sa longueur
- Lotissement Méroc, sur toute sa longueur
- Rue des Cytises, sur toute sa longueur

Art. 2. - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du mercredi neuf mars deux mille vingt-deux au vendredi huit avril deux mille vingt-deux entre sept heures et dix-sept heures.

Art. 3. - La signalisation réglementaire est mise en place par l'Entreprise Austral Télécom Services.

Art. 4. - La réfection du domaine public routier est effectuée par l'Entreprise Austral Télécom Services après les travaux.

Art. 5. - Le présent arrêté fait l'objet d'une publication sur le site internet de la commune de Saint-Louis.

Art. 6. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.

Art. 7. - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la mairie.

Art. 8. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la Semittel, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à l'Entreprise Austral Télécom Services.

Fait à Saint-Louis, le **09 MARS 2022**

Pour le Maire et par Délégation
Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH
Conseillère Municipale
Élue aux Affaires Juridiques et à la Réglementation



- Copie à :
- Gendarmerie de Saint-Louis
 - Police Municipale
 - Centre de secours de Saint-Louis
 - C.I.V.I.S
 - Semittel
 - Transports MOOLAND
 - M. Alain PAYET
 - Régie route
 - Service communication
 - Mme Lisemène SENNY PALANY
 - Entreprise Austral Télécom Services
 - Recueil des actes administratifs

Mme le MAIRE

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :
 - d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
 - d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L.521-2 du code de justice administrative